

# « Une majorité en marche arrière »

WALLONIE L'Ecolo Stéphane Hazée dénonce les choix du PS et du CDH

► Le chef de groupe Ecolo au parlement régional parle d'inaction et même de recul pour qualifier l'action du gouvernement.

► Pour lui, l'exécutif wallon n'est pas à la hauteur des enjeux qui s'imposent à tous.

## ENTRETIEN

**A**u parlement de Wallonie, Stéphane Hazée préside aux destinées du groupe Ecolo. Il préface pour *Le Soir* les Fêtes de Wallonie et la rentrée parlementaire de mercredi.

**Lors de notre dernière rencontre, vous déploriez l'absence d'écologie dans les politiques wallonnes...**

*Le titre de l'article était précisément : « L'écologie a disparu du radar »...*

**Bonne mémoire ! Le constat d'Ecolo a-t-il évolué ?**

*Il reste identique. Les enjeux écologiques sont toujours là, avec le sommet de Paris qui arrive, la congestion automobile... Le gouvernement communique beaucoup, mais il reste dans l'inaction ou même dans le recul en matière d'économies d'énergie ou d'objectifs pour les énergies renouvelables. Tout le monde dit qu'il faut faire plus pour l'environnement ou le climat et le gouvernement wallon va en sens inverse. Il s'interroge pour savoir qui ira au sommet de Pa-*

*ris, mais sur les leviers importants, rien ! Prenons le plan Air-Climat-Energie. Il est au frigo depuis un an, après l'enquête publique ! Avec le prélèvement kilométrique sur les poids lourds, la Wallonie disposera de moyens nouveaux, c'est un moment rare. Toute la somme est affectée à la Sofico. Entretien le réseau est indispensable, mais relancer la construction de nouvelles routes, ce n'est pas notre choix. Pourquoi ne pas en profiter pour mieux répondre aux enjeux d'une mobilité durable ?*

**Résumons : des effets d'annonce et peu d'avancées ?**

*Ce gouvernement est celui de la communication. Il a du talent pour ça, mais cela ne suit pas derrière, ou alors il passe la marche arrière. Quand en 2015, la majorité PS-CDH doit faire le choix de l'emplacement pour un nouvel hôpital en Luxembourg, il choisit la proximité de l'autoroute, surtout celle qui vient de Bastogne. Cela va générer des flux de mobilité automobile incroyables. C'est un choix du passé.*

**Qui doit aller à Paris ?**

*Qu'ils s'entendent ! Bien sûr que les Régions doivent être associées, mais la Wallonie doit d'abord être crédible, et ne pas aller dans le sens contraire de l'Histoire. Elle doit s'impliquer dans les négociations, prendre des alliances avec ses voisins.*

*C'est une question de solidarité planétaire.*

**Des réfugiés climatiques après**

**les réfugiés politiques ?**

*C'est déjà une réalité, une question de survie. Il faut agir à toutes les échelles, dont la nôtre.*

**Idem pour l'actuelle crise des réfugiés ?**

*Aujourd'hui, toute l'acuité du problème repose sur le fédéral, il faut éviter les polémiques. Mais les Régions auront clairement un rôle à jouer : appui aux communes, logement, emploi, et l'enjeu de l'intégration. Nous demandons aussi un débat parlementaire à la rentrée sur ces sujets.*

**Et sur un parcours d'intégration obligatoire aussi ? Le discours de la majorité a évolué...**

*La question de l'accueil est bien sûr celle des moyens, nous le disons depuis des années. Quand ceux-ci seront sur la table, voyons si le dossier mérite d'être abordé par l'angle de la coercition et de la sanction. Jusqu'à présent, il me semble*

*qu'on est dans la disproportion : les gens font la file, il faut plus de structures et de formations, voilà la réalité. Le discours sur l'obligation n'est pas à la hauteur des enjeux parce qu'il porte un parfum de stigmatisation. Je suis heureux de voir que le gouvernement semble enfin décidé à aborder ce problème par le bon bout, celui du financement du parcours. C'est une nouvelle perspective qui nous intéresse. C'est le bon sens aussi, enfin ! ■*

Propos recueillis par  
ERIC DEFFET

# ANALYSE

## Une voix à part

Stéphane Hazée et les trois autres députés Ecolo du parlement de Wallonie ont beaucoup de mal à faire entendre leur(s) voix. Il est loin le temps où les verts occupaient quatorze sièges dans l'assemblée et soufflaient le chaud et le froid sur l'Olivier. Le règlement qui préside à l'organisation des débats bride leur capaci-

té d'expression, même si chaque occasion qui leur est offerte leur permet de monter avec énergie à l'assaut de la coalition PS-CDH.

A Namur, Ecolo joue la carte de la différence. A propos du débat sur une Belgique à quatre Régions, il sort du lot : « Ouvrir le chantier aujourd'hui comme le plaide le MR n'est pas une priorité, dit Stéphane Hazée. Mais PS et CDH sont passés à côté d'une occasion historique de renforcer la solidarité entre Bruxelles et la Wallonie : ils ont renoncé

à composer le gouvernement de la Fédération avec les seuls ministres des deux Régions. Ils ont affaibli la cohésion francophone. »

La voix parfois décalée d'Ecolo fera bientôt les beaux jours des travaux de la commission du nouveau démocratique. Sur des sujets aussi sensibles que la consultation populaire ou le cumul des mandats, siéger dans l'opposition peut libérer la parole. C'est tant mieux pour le débat !

E.D.

## finances « PS et CDH peuvent agir sur la fiscalité »

**En Wallonie, le temps du débat sur le budget et la fiscalité va bientôt revenir. Quelles sont les perspectives ?**

*Le gouvernement est dans un silence complet. Il a défini tout seul une trajectoire budgétaire accélérée. Il peut donc la modifier tout seul aussi. Sinon, à ce rythme effréné, le budget 2016 sera ardu. Son choix est strictement électoral : serrer la vis aujourd'hui pour ménager les prochains retours aux urnes, en 2018 et 2019.*

**Le fédéral et Bruxelles annoncent des réformes fiscales, il n'en est pas question en Wallonie. Pourquoi ?**

*Le gouvernement wallon a pourtant hérité de nouveaux leviers fiscaux. Mais il s'est entendu sur un dogme : aucune mesure fiscale durant cette législature. Je note d'ailleurs que c'est faux : il a annoncé le lancement d'une assurance autonomie, c'est une fort bonne chose, mais elle sera financée par une taxe forfaitaire... Pour le reste, PS et CDH dénoncent la politique fiscale fédérale, nous aussi. Mais ils dis-*

*posent de moyens à court terme pour organiser une meilleure redistribution des efforts et ils ne les utilisent pas.*

**De quels leviers parlez-vous ?**

*Nous formulons deux propositions concrètes pour une fiscalité plus juste. D'abord, supprimons la télé-redevance, une taxe forfaitaire injuste, et ne mettons pas en place la taxe forfaitaire pour financer l'assurance autonomie. Utilisons plutôt cette capacité qui a été accordée aux Régions d'organiser une progressivité de l'impôt à travers l'IPP, en ciblant notamment l'effort sur les 3 ou 4 % des revenus les plus élevés.*

**Un impôt sur la fortune ?**

*Non, c'est un sujet polémique qui détourne l'attention... On peut agir aussi, deuxième proposition, sur les taxes de circulation. Actuellement, les chevaux fiscaux constituent le critère. A fiscalité inchangée, on pourrait prendre en compte l'émission des polluants pour les nouvelles acquisitions. On encoura-*

*gerait les voitures moins polluantes par un jeu de curseurs fins. Tout cela est dans les mains du gouvernement wallon. Qu'attend-il ? Les calculs faits, cela peut être mis en route de manière assez simple. Paul Magnette parle d'un modèle mosan et cite la concertation sociale. Mettons-y aussi un contenu fiscal visionnaire.*

**La frilosité que vous dénoncez ne s'explique-t-elle pas par l'impact possible du tax shift fédéral dont on ne sait pas encore grand-chose ?**

*Le fédéral a le droit d'exercer ses compétences, mais dans la concertation. Ce qui se passe n'est pas normal. Charles Michel doit faire la preuve de sa bonne foi, il doit choisir le chemin qui impacte le moins les Régions. On n'est pas encore habitué à cela dans notre système politique : le fédéral doit cesser d'adopter le rapport du fort au faible. La concertation doit accoucher de solutions. ■*

Propos recueillis par  
E.D.